

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR,
DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

du

van

MERCREDI 16 FÉVRIER 2011

WOENSDAG 16 FEBRUARI 2011

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 26 par M. Ben Weyts, président.

01 Question de Mme Annick Ponthier à la ministre de l'Intérieur sur "les conseils de la Commission permanente de contrôle linguistique" (n° 2468)

01.01 Annick Ponthier (VB): Le caractère non contraignant des avis de la Commission permanente de contrôle linguistique (CPCL) fait en sorte que ces avis sont parfois ignorés par les administrations locales. De même, les demandes de modification des cadres linguistiques visant à rétablir l'équilibre restent souvent sans suite. En outre, on s'aperçoit dans la pratique que le droit de subrogation non obligatoire est resté lettre morte, même pour les infractions les plus élémentaires aux lois linguistiques.

Ne faudrait-il pas donner à l'application correcte de la loi sur l'emploi des langues en matière administrative et au droit de subrogation un caractère contraignant? Quelles mesures la ministre a-t-elle déjà prises afin de favoriser la mise en œuvre des avis de la CPCL?

01.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): La loi sur l'emploi des langues en matière administrative relève de l'ordre public. Il est donc possible d'en faire ordonner le respect, non seulement par le Conseil d'État, mais aussi par les tribunaux. Chaque ministre est responsable de la bonne application des lois contraignantes sur l'emploi des langues en matière administrative dans son propre département et tient compte donc *de facto* des avis de la CPCL.

La CPCL peut déjà, sur la base de l'article 61 de la loi sur l'emploi des langues en matière administrative, se substituer à l'autorité défaillante pour les infractions constatées dans les communes de la périphérie bruxelloise et de la frontière linguistique ainsi qu'en Région de Bruxelles-Capitale.

Il appartient à la CPCL de décider si elle souhaite exercer ce droit. Jusqu'à présent, elle ne l'a pas encore fait, précisément en raison de la portée étendue de ce droit. Rendre les avis contraignants n'est pas propre au droit administratif et porterait atteinte au rôle de médiateur rempli par la CPCL.

01.03 Annick Ponthier (VB): La ministre affirme que les avis de la CPCL sont pris en considération, mais ce n'est pas ce que nous avons entendu dire lors d'une audition récente. Il y a encore beaucoup à faire, notamment en ce qui concerne les cadres linguistiques au sein des autorités fédérales. Nous estimons que des avis contraignants pourraient remédier à ces problèmes et nous avons dès lors déposé une proposition de loi en ce sens. Le fait que la CPCL n'a pas encore exercé son droit de subrogation est de toute évidence lié à sa composition communautaire et politique.

L'incident est clos.

02 Question de M. Stefaan Van Hecke à la ministre de l'Intérieur sur "un problème de compétences lors des contrôles réalisés par la STIB" (n° 2554)

02.01 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Lors des contrôles des titres de transport, les contrôleurs de la STIB n'ont pas le droit de réclamer la carte d'identité et la police ne peut transmettre de données d'identité à la STIB. Néanmoins, la STIB exige de son personnel qu'il demande la carte d'identité.

Dans le passé, des amendes ont-elles été infligées à des salariés de la STIB qui auraient demandé les cartes d'identité et des sanctions ont-elles été prises contre des policiers qui auraient communiqué des données d'identité? La ministre bruxelloise Grouwels a-t-elle contacté la ministre pour aborder ce problème? La ministre étendra-t-elle les compétences des contrôleurs de la STIB pour résoudre ce problème?

02.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Les agents de sécurité de la STIB ont le droit d'effectuer des contrôles d'identité auprès des voyageurs même s'ils ne peuvent les obliger à exhiber leur carte d'identité. Jusqu'à présent, mes services n'ont jamais infligé d'amendes à des agents de sécurité de la STIB et aucune sanction n'a été prise à l'encontre d'agents de police ayant communiqué des données d'identité à des contrôleurs de la STIB. À la suite de la concertation de cabinet qui s'est tenue à ce sujet en décembre 2009, il a été convenu que le cabinet de la ministre Grouwels examinerait la façon d'adapter l'ordonnance bruxelloise afin d'autoriser les services de police à transmettre les données d'identité des contrevenants aux services de sécurité des sociétés de transport public.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 2601 de M. Schoofs est transformée en question écrite. La question n° 2602 de M. Devin est reportée.

03 Question de M. Rachid Madrane à la ministre de l'Intérieur sur "l'accès aux données personnelles des passagers aériens pour les polices européennes" (n° 2618)

03.01 Rachid Madrane (PS): Un projet européen vise à obliger les passagers entrant et sortant d'un aéroport de l'Union à transmettre leurs données personnelles aux polices européennes. Ce projet doit encore obtenir l'aval unanime des membres de l'Union et le feu vert du Parlement européen.

Pourriez-vous me donner la position de la Belgique concernant ce projet et me dire comment il garantit la protection de la vie privée?

03.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Le 2 février, la Commission européenne a adopté une proposition de directive relative à l'utilisation des données des dossiers passagers (PNR) pour la prévention, la détection, l'enquête et la poursuite des délits terroristes et de criminalité grave. Cette proposition s'inspire de la proposition de décision-cadre de 2007 dont les discussions n'ont pu se poursuivre lors de l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, et par rapport à laquelle l'approche de la Belgique était positive.

La Commission expliquera sa nouvelle proposition au Conseil des ministres Justice et Affaires intérieures du 22 février 2011 et le projet sera discuté en groupe de travail. Le résultat des discussions au Conseil sera confronté à la position du Parlement européen. Nous sommes donc au tout début du processus législatif.

La proposition comprend un certain nombre de dispositions en matière de protection de la vie privée (confidentialité, sécurisation des données, droit d'accès et de rectification des données, droit de compensation, etc.). Est explicitement proscrite l'utilisation de données relatives à la race ou à l'origine ethnique, aux convictions religieuses, philosophiques ou politiques, à l'affiliation à un syndicat, à la santé ou à la vie sexuelle d'une personne.

L'Union européenne a déjà conclu de tels accords d'échange de données avec les États-Unis, le Canada et l'Australie. Il me paraît logique qu'une même réflexion puisse avoir lieu entre les États membres.

L'incident est clos.

Président: Rachid Madrane.

04 Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "le centre national de lutte contre la cybercriminalité" (n° 2658)

04.01 Ben Weyts (N-VA): D'une part, le ministre de la Justice a l'intention de créer un centre national de lutte contre la cybercriminalité à Courtrai. D'autre part, le service central Terrorisme de la police judiciaire fédérale est doté d'une Internet and Intelligence Support Unit (IISU).

De combien de personnes le nouveau centre national pourra-t-il disposer? Quelles qualifications ces personnes devront-elles avoir? Quels moyens seront dégagés à cet effet? De combien de membres du personnel la Internet and Intelligence Support Unit dispose-t-elle? Quel rôle ce nouveau centre national jouera-t-il dans la lutte contre les abus de l'internet à des fins terroristes? Quel rôle l'IISU pourra-t-il encore jouer?

04.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Le Belgian Cybercrime Centre of Excellence for Training, Research and Education est un projet aux destinées duquel préside la KULeuven. La police fédérale, en particulier sa Federal Computer Crime Unit, y est associée mais sans engagement budgétaire. La KULeuven a demandé un subside européen et attend la décision y relative, qui est imminente.

Le cadre du personnel de la cellule IISU du service central Terrorisme et Sectes de la police judiciaire fédérale se compose de cinq collaborateurs à temps plein, dont un chef d'équipe. Trois de ces collaborateurs sont des policiers qui disposent déjà d'une expertise particulière dans les domaines de l'internet et de l'information de par leur formation ou grâce à leur expérience. Il y a en outre un conseiller qui appartient au CALog et qui a accompli un cursus en sociologie, politologie, islamologie, et langue et littérature arabes. Le cinquième collaborateur est un informaticien qui fait également partie du CALog.

La cellule compte actuellement deux enquêteurs à temps plein et bénéficie en outre de l'aide d'autres collaborateurs du service central.

Le cyberterrorisme est défini comme l'utilisation de l'internet par des organisations terroristes. L'Internet et les infrastructures qui y sont associées peuvent être la cible d'organisations terroristes. Elles utilisent également la Toile pour communiquer, diffuser des informations et recruter.

Le Belgian Cybercrime Centre n'accomplira pas de tâches opérationnelles, mais se concentrera exclusivement sur la recherche scientifique et la formation. La police s'engage à fournir l'expertise nécessaire pour permettre la recherche scientifique. Elle sera par ailleurs cliente des cours spécialisés qui seront développés.

L'IISU est néanmoins un service de police opérationnel dont l'objectif consiste à dresser l'inventaire des abus commis par les organisations terroristes sur l'internet et à identifier le plus rapidement possible les nouvelles tendances et les nouvelles infractions. La cellule apporte également son soutien à des informations et instructions judiciaires très concrètes.

04.03 Ben Weyts (N-VA): En théorie, cinq membres du personnel de la cellule IISU devraient s'en occuper, mais en pratique, ils ne sont que deux. C'est loin d'être suffisant. Puis il y a aussi la Federal Computer Crime Unit. Je crains tout de même une multiplication des organismes.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Annick Ponthier à la ministre de l'Intérieur sur "les problèmes linguistiques dans les hôpitaux bruxellois" (n° 2664)

05.01 Annick Ponthier (VB): Le cas du médecin de garde étranger à l'hôpital universitaire bruxellois reine Fabiola incapable de s'exprimer en néerlandais ou en français soulève des questions.

La ministre peut-elle confirmer l'information diffusée par la presse? Est-il exact, comme l'a déclaré Mme Onkelinx, que l'Europe ne peut contrôler l'application de la directive selon laquelle même les médecins étrangers doivent au minimum maîtriser l'une des langues nationales? Que fait la ministre pour éviter la répétition de ce type d'incident? Ne faut-il pas d'urgence prévoir un régime linguistique sérieux dans les établissements hospitaliers bruxellois? Des mesures sont-elles en préparation?

05.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Il ne s'agit pas d'une compétence fédérale, mais

d'une compétence de la Commission communautaire commune.

05.03 Annick Ponthier (VB): J'interpellerai tout à l'heure Mme Onkelinx à propos de cet incident et sur son opinion sur la question linguistique de manière plus générale. Nous espérons que ce problème sera enfin pris au sérieux. Nous avons déjà vécu des drames, à l'issue parfois fatale. J'espère que la ministre insistera de son côté pour une solution rapide du problème.

L'incident est clos.

06 Question de Mme Kattrin Jadin à la ministre de l'Intérieur sur "la traduction des dispositions juridiques en langue allemande" (n° 2684)

06.01 Kattrin Jadin (MR): D'après la presse, le SPF Intérieur manque à ses obligations en matière de traduction de textes législatifs en langue allemande.

Comment expliquez-vous ce retard? Par un manque d'effectifs? Pour raisons organisationnelles? Est-ce dû à la période d'affaires courantes?

06.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): En vertu de la loi du 21 avril 2007 réglant la publication en langue allemande des lois et arrêtés royaux et ministériels d'origine fédérale, le Service central de traduction allemande (SCTA) du SPF Intérieur se charge de la traduction des textes législatifs, tandis que chaque ministre est responsable de la traduction des arrêtés royaux et ministériels qui relèvent de ses compétences.

Le SCTA respecte la liste des lois prioritaires (depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1^{er} janvier 2009, 278 traductions de textes législatifs et plus de 250 pages extraites des Codes civil, pénal et judiciaire ont été envoyées au *Moniteur belge*) et la liste des arrêtés réglementaires prioritaires proposée par la Communauté germanophone (tenue à jour de 148 arrêtés royaux et ministériels déjà traduits et publication au *Moniteur belge* de la traduction de 52 arrêtés royaux et de 19 arrêtés ministériels ainsi que, début mars, de deux arrêtés royaux antérieurs à la loi sur la liste de douze proposée par la Communauté germanophone). Il traduit également les nouveaux arrêtés en fonction de leur intérêt pour la Communauté germanophone.

L'incident est clos.

07 Questions jointes de

- **Mme Annick Ponthier à la ministre de l'Intérieur sur "la fermeture de postes avancés de la protection civile au Limbourg" (n° 2713)**

- **M. Jan Van Esbroeck à la ministre de l'Intérieur sur "la protection civile dans le Limbourg" (n° 2783)**

07.01 Annick Ponthier (VB): Les postes avancés de la protection civile à Houthalen et Lommel vont être fermés. À terme, le poste avancé à Riemst subira le même sort. Nous déplorons cette décision. Si une concertation avait été menée avec les autorités locales, une solution aurait peut-être pu être trouvée.

Quand a-t-il été décidé qu'il n'y aura pas d'unité opérationnelle à Hasselt? Cette décision a-t-elle fait l'objet d'une concertation avec les autorités locales?

07.02 Jan Van Esbroeck (N-VA): La ministre a déclaré en séance plénière qu'elle déplore que la fermeture de ces postes avancés n'ait pas fait l'objet d'une concertation avec le gouverneur ou les bourgmestres.

N'appartient-il alors pas à la ministre de prendre contact à ce sujet avec les autorités locales? Qu'en est-il des projets de ce gouvernement concernant la protection civile?

07.03 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Je suis favorable à la création d'une unité opérationnelle à Hasselt mais en cette période budgétaire difficile il n'a pas été possible de dégager des moyens à cet effet. Je continuerai toutefois à les demander.

Sept postes avancés ont déjà été fermés en Flandre et cinq autres suivront: Riemst, Koekelare, Harelbeke, Menin et Louvain. Il y a six unités opérationnelles en Belgique: Jabbeke, Liedekerke, Brasschaat, Libramont, Crisnée et Ghlin. Liedekerke assure la couverture de la Flandre orientale, du Brabant flamand et de

Bruxelles, et Brasschaat assure celle d'Anvers et du Limbourg.

Il y a une grande différence entre un poste avancé et une unité. Outre les volontaires de base et les réservistes, une unité opérationnelle est également composée d'agents professionnels. Quatre réservistes au maximum et plus aucun volontaire de base n'étaient encore présents dans les postes qui ont été fermés. Par conséquent, la valeur ajoutée de ces postes avancés était insuffisante.

Les postes avancés ne disposent en tout état de cause d'aucun matériel d'intervention. Cette fermeture n'aura aucune incidence sur les aspects opérationnels de la protection civile. Lorsqu'une situation nécessite la présence de matériel d'intervention dans le Limbourg, ces équipements doivent déjà actuellement être acheminés depuis Brasschaat.

J'ai eu un contact téléphonique avec le gouverneur, mais je déplore que mes services et ceux du gouverneur et du bourgmestre ne se soient pas préalablement concertés. Même si cette matière ne relève pas, au sens strict, des compétences du gouverneur et du bourgmestre, il n'en reste pas moins que l'assistance à la population doit toujours faire l'objet d'une collaboration.

J'ai pris contact avec les divers responsables du Limbourg dès que la décision a été prise. Le directeur général donnera un exposé sur la philosophie de la protection civile lors de la réunion de concertation qui aura lieu début mars avec les gouverneurs. Le principe de base est que les pompiers se chargent de l'aide de première ligne, la protection civile n'intervenant qu'en deuxième lieu. La protection civile ne procède plus qu'à l'acquisition de matériel dont les pompiers sont dépourvus, tel que des pompes plus lourdes. Elle n'intervient qu'en cas de grandes calamités, lorsque les pompiers ne disposent pas du matériel nécessaire.

07.04 Annick Ponthier (VB): Quand la décision de ne pas déployer d'unité opérationnelle à Hasselt a-t-elle été prise?

07.05 Annemie Turtelboom, ministre (en néerlandais): Il n'a jamais été officiellement décidé de ne pas déployer d'unité opérationnelle à Hasselt.

07.06 Annick Ponthier (VB): J'espère dans ce cas que la ministre continuera à plaider en faveur de la présence de cette unité à Hasselt.

07.07 Jan Van Esbroeck (N-VA): Il semble que le financement de la présence de cette unité à Hasselt demeurera un problème. Il faudrait peut-être envisager une stratégie différente.

L'incident est clos.

08 Question de M. Theo Francken à la ministre de l'Intérieur sur "le matériel et le personnel du SPF Intérieur mis à disposition de la famille royale" (n° 2720)

08.01 Theo Francken (N-VA): La ministre peut-elle brosser le tableau des services, du personnel et des sommes que le SPF Intérieur met à la disposition de la famille royale? Combien de fois la famille royale a-t-elle fait appel au SPF Intérieur en 2008, 2009, et 2010 et pourquoi? Quel en a été le coût? De telles dépenses seront-elle facturées au Palais à l'avenir?

Outre la dotation – royale – à la famille royale, de l'argent public en quantité non négligeable est également affecté à d'autres dépenses de la maison royale, comme les voyages en avion. Ces derniers ne pourraient-ils pas être payés dorénavant par le biais de la dotation royale?

08.02 Annemie Turtelboom, ministre (en néerlandais): La protection du chef de l'État est une responsabilité fédérale. L'arrêté royal du 14 novembre 2006 stipule que le détachement de sécurité du palais royal est responsable de la surveillance des domaines royaux et de la protection de la famille royale, celle-ci englobant la sécurité des personnes et une escorte pour les déplacements officiels. Les domaines royaux sont surveillés en permanence.

En 2008, 2009 et 2010, il a été fait appel respectivement 270, 310 et 333 fois à la police fédérale et 206, 241 et 271 escortes de circulation ont été fournies pour un coût total de 14 490 000 euros en 2008 et 2009, et

14 560 000 euros en 2010. Ces coûts ne sont pas répercutés sur la liste royale ou les dotations. Un gouvernement en affaires courantes ne peut pas changer grand-chose à l'affaire. Que M. Francken ne se prive pas de prendre lui-même une initiative dans ce domaine!

08.03 Theo Francken (N-VA): Combien d'agents de police sont-ils à la disposition de la famille royale à temps plein? Les coûts de la surveillance sont-ils inclus dans les coûts totaux?

08.04 Annemie Turtelboom, ministre (en néerlandais): Lorsqu'il est fait appel à la police fédérale, la demande lui parvient à l'avance. Tous les coûts sont inclus dans le montant de quelque 14 millions d'euros. Le nombre d'agents mis à disposition à temps plein n'est pas très important, mais je dois demander ces chiffres. D'après moi, la sécurité du président français est nettement plus coûteuse que celle de notre famille royale.

08.05 Theo Francken (N-VA): La France est aussi tellement plus grande!

L'incident est clos.

09 Questions jointes de

- **Mme Kattrin Jadin à la ministre de l'Intérieur sur "les plans stratégiques de sécurité et de prévention pour les communes" (n° 2729)**

- **M. Philippe Blanchart à la ministre de l'Intérieur sur "la prolongation des contrats de sécurité et de prévention" (n° 2782)**

09.01 Kattrin Jadin (MR): Si les plans stratégiques de sécurité et de prévention ne sont pas renouvelés, certaines communes devront procéder à d'importants licenciements car il apparaît impossible pour certaines d'entre elles de compenser ces budgets sur leur budget communal. Selon plusieurs de ces communes, la solution minimale serait d'au moins prolonger les subsides jusqu'en fin 2011. Quelles solutions envisagez-vous?

09.02 Philippe Blanchart (PS): Les plans stratégiques n'ont été financés que jusqu'en juin prochain sur la base de la rétribution quadriennale et des objectifs 2007-2010. Cela pose des problèmes car près de 3 000 emplois sont menacés. Des préavis de licenciement auraient déjà été délivrés. Il serait absurde que ce type d'initiative soit stoppé net alors que ce système fonctionne très bien.

Comptez-vous reconduire les plans stratégiques de sécurité et de prévention ainsi que le dispositif "gardiens de la paix" entre juin et décembre 2011? Et ce point figurera-t-il à l'ordre du jour des futures discussions budgétaires?

09.03 Annemie Turtelboom, ministre (en français): Les plans stratégiques de sécurité et de prévention ainsi que les conventions concernant les gardiens de la paix ont été prolongés jusqu'au 30 juin 2011. Je suis en train de préparer un dossier pour le Conseil des ministres afin d'obtenir une nouvelle prolongation jusqu'à la fin de cette année.

09.04 Kattrin Jadin (MR): Votre réponse va rassurer le secteur dans la mesure où l'avenir professionnel de très nombreuses personnes dépend de cette prolongation.

09.05 Philippe Blanchart (PS): Votre réponse démontre la volonté politique d'assurer un prolongement.

L'incident est clos.

10 Question de M. Éric Thiébaud à la ministre de l'Intérieur sur "les rapports d'évaluation des policiers" (n° 2757)

10.01 Éric Thiébaud (PS): Il y a quelques jours, le Conseil d'État a annulé l'évaluation d'un inspecteur principal de Flandre occidentale car il n'existe pas d'arrêté ministériel établissant les critères d'évaluation. Le Conseil d'État estime que les critères fixés par le Comité supérieur de concertation des services de police ne sont pas légaux. Cette décision signifie que les 40 000 évaluations réalisées depuis 2007 sont illégales, même si tous les policiers ne peuvent plus obtenir l'annulation de leur évaluation, le délai de 60 jours pour

agir étant passé. Néanmoins, les policiers qui manquent une promotion en raison d'une évaluation négative pourraient exiger une indemnité devant un tribunal civil.

Vous avez annoncé qu'un arrêté ministériel sera rapidement pris. Pouvez-vous nous expliquer les raisons du manque de sécurité juridique de ces évaluations? Quand donc paraîtra cet arrêté ministériel? Qui prendrait en charge les indemnités éventuelles de policiers: l'État ou les zones de police?

10.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Le Conseil d'État a annulé une évaluation individuelle et ne remet pas en question les milliers d'évaluations d'autres membres du personnel. Le système d'évaluation reste d'application. À l'exception des profils, la procédure d'évaluation est bien détaillée dans les arrêtés royaux et ministériels.

Les profils n'ayant *a priori* pas de caractère normatif, ils n'avaient pas fait l'objet d'un arrêté ministériel mais de notes de service en 2005. Pour se conformer à l'arrêt du Conseil d'État, ces profils seront confirmés par un arrêté ministériel d'ici six semaines.

En cas de condamnation au civil, c'est l'employeur qui prendrait en charge les indemnités.

L'incident est clos.

11 Question de M. Jan Van Esbroeck à la ministre de l'Intérieur sur "la notoriété du numéro d'urgence 112" (n° 2772)

11.01 Jan Van Esbroeck (N-VA): Il y a vingt ans, le numéro d'urgence unique 112 a été mis en service mais la *Foundation 112* estime que trois Européens sur quatre ne le connaissent toujours pas. Le 14 février, cette fondation a organisé une journée d'information européenne pour promouvoir le numéro auprès du grand public.

La ministre dispose-t-elle de chiffres sur la notoriété des numéros 112, 100 et 101 auprès de la population? Prendra-t-elle des mesures pour renforcer la notoriété du numéro 112?

11.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Mes services ont comparé les appels vers le numéro d'urgence 112 avec ceux vers les numéros 100 et 101. Le pourcentage d'appels vers le 112 est de 30 %.

Il est important que tous les citoyens de l'Union européenne connaissent le numéro d'urgence commun mais il est prématuré d'organiser une campagne de promotion à grande échelle. Nous voulons en effet limiter quelque peu les appels de police vers le numéro 112 parce que des améliorations techniques sont en cours. Ces appels doivent être transférés en Belgique vers le CIC 101 au centre de secours 100-112. Il existe des directives claires à ce sujet mais le transfert reste une étape intermédiaire. Il s'agit de procéder immédiatement au dispatching correct par le biais de *calltakers* neutres au numéro 112.

Les campagnes de 2001, 2005 et 2008 ont fait la promotion du numéro de téléphone auprès du secteur touristique: auprès des voyageurs en Belgique et des Belges à l'étranger. En collaboration avec le SPF Santé publique, nous avons soutenu une action organisée par l'EENA (European Emergency Number Association) le 11 février 2011 à l'aéroport de Bruxelles. Et le 11 février 2010, en collaboration avec Mme Onkelinx, j'ai lancé le nouveau logo 112, visible actuellement sur tous les véhicules des services d'incendie, des ambulances et des bus.

Les numéros d'urgence 100 et 101 sont des numéros d'urgence traditionnels, que la population connaissait déjà dans les années 90. Je ne dispose d'aucun chiffre précis à ce sujet. Au cours des dernières années, mes services ont enregistré peu voire pas de questions relatives à la différence entre le 100 et le 101.

11.03 Jan Van Esbroeck (N-VA): Il est peut-être utile de mettre en service les centres provinciaux 112. Nous pourrions dès lors accorder une attention accrue au numéro d'urgence.

L'incident est clos.

12 Question de M. Kristof Calvo à la ministre de l'Intérieur sur "l'adjudication de marché relative à

L'évaluation de l'incident survenu à l'IRE" (n° 2795)

12.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): L'incident survenu à l'IRE en août 2008 a déjà fait l'objet de débats approfondis au Parlement. Il semble que le SPF Intérieur ait lancé, en mai 2009, un marché public afin de faire évaluer l'incident.

Quels étaient les objectifs concrets de cette évaluation et à qui ou à quoi se rapportait-elle? Cette évaluation est-elle terminée? Comment faut-il situer cette évaluation par rapport aux travaux de l'AFCN? Quand les résultats de cette évaluation seront-ils disponibles?

12.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): À la suite de l'incident survenu à l'IRE à Fleurus en août 2008, le ministre de l'Intérieur de l'époque a commandé un audit externe afin d'évaluer la manière dont l'incident avait été géré. Toutefois, le marché public lancé à cet effet n'a donné lieu à aucune soumission. Par ailleurs, l'incident fait toujours l'objet d'une instruction auprès du parquet du procureur du Roi de Charleroi. En l'absence de soumissions pour l'audit, et compte tenu du fait que l'instruction est toujours en cours, des initiatives ont été prises afin de procéder quand même à une évaluation. À la demande du ministre de tutelle de l'époque, l'AFCN a enquêté sur sa propre intervention pendant et après l'incident. Le rapport relatif à cette enquête a été remis au ministre de l'Intérieur et à la sous-commission Sécurité nucléaire. L'AFCN a également procédé à un audit interne.

Une discussion générale a eu lieu en présence de toutes les parties au sujet de l'incident. Sur la base de celle-ci, les autorités et les partenaires concernés ont mis en place un plan d'action destiné à améliorer la communication avec la population ainsi que sa sécurité en cas de risque radiologique. Une attention particulière a été portée à l'amélioration d'un plan interne de l'IRE, à l'actualisation d'un plan nucléaire spécial d'urgence et d'intervention du gouverneur du Hainaut, à une meilleure circulation de l'information, à un plan de communication de crise pour tous les partenaires et à l'information des riverains.

Ce plan d'action a été suivi par un groupe pilote de responsables politiques et de personnes concernés par le plan d'urgence nucléaire. Le 28 juin 2010, un exercice a été organisé pour tester les progrès accomplis. Il en est résulté un rapport général qui a été examiné lors d'un débriefing. En conclusion, un rapport de synthèse dont les points améliorables ont été inscrits dans le plan d'action a été élaboré.

L'incident est clos.

13 Question de M. Kristof Calvo à la ministre de l'Intérieur sur "la convention conclue entre l'AFCN et le CEN à propos de MYRRHA" (n° 2796)

13.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Le 11 février 2011, le Centre d'étude de l'énergie nucléaire (CEN) et l'Agence fédérale de contrôle nucléaire (AFCN) auraient signé un accord sur le projet MYRRHA.

Quel est le contenu de cet accord? Le Parlement pourra-t-il le consulter? J'ai lu sur le site internet de l'AFCN qu'il est question d'un certain nombre de "préparations indispensables". De quoi s'agit-il exactement? Quels accords ont été conclus à propos de l'engagement de quatre membres du personnel supplémentaires? Quel mécanisme de financement a finalement été choisi? L'AFCN dispose-t-elle de l'expertise suffisante? Comment cette expertise est-elle acquise et quel est le rôle du CEN à cet effet? À quels experts étrangers sera-t-il fait appel? La loi sur l'AFCN devra-t-elle être adaptée?

13.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Le 11 février 2011, l'AFCN et le CEN ont effectivement conclu un accord pour que l'AFCN puisse préparer le traitement d'une demande de licence pour la création du réacteur MYRRHA.

Le 26 janvier dernier, j'ai déjà répondu aux questions sur la nature des initiatives préparatoires. L'AFCN analysera la justification, la faisabilité et la possibilité d'octroyer une licence pour l'installation et conseillera le CEN.

C'est la première fois que l'AFCN doit se pencher sur une procédure d'autorisation pour la construction d'un nouveau réacteur sur la base du concept d'autorisation défini par la loi de 1994. Cela requiert certains travaux préparatoires. L'AFCN va installer une structure spécifique pour ce projet, recruter des experts

supplémentaires, prendre contact avec des organisations étrangères qui disposent des connaissances et de l'expérience requises. Le conseil scientifique de l'AFCN suivra attentivement la procédure.

Le savoir-faire sera recherché dans des pays qui disposent de réacteurs rapides, refroidis au plomb et au bismuth. Certains centres de recherche russes possèdent ces connaissances.

Les frais inhérents à la phase précédant l'octroi de la licence sont à charge du CEN. Un ajustement des modalités de financement sera soumis au Parlement.

13.03 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Le conseil d'administration de l'AFCN s'est-il réuni après la conclusion de l'accord pour permettre au commissaire du gouvernement de donner son aval?

13.04 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Je dois le vérifier.

13.05 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): La convention peut-elle être mise à la disposition du Parlement?

13.06 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Oui, mais il faut encore se concerter avec un autre ministre.

13.07 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): J'ai des craintes en ce qui concerne l'indépendance de l'enquête d'agrément. Apparemment, des collaborateurs de l'AFCN doivent recevoir un poste dans un groupe de projet du CEN et ce même CEN aura son mot à dire concernant la désignation des experts étrangers. Il y a aussi de quoi s'inquiéter sérieusement quant au fait que le CEN ne soit pas favorable à une analyse complémentaire des risques. Je vous prie de m'excuser si je répète ma question, mais ce dossier mérite une attention toute particulière.

L'incident est clos.

14 Question de M. Rachid Madrane à la ministre de l'Intérieur sur "l'insécurité au sein de la STIB" (n° 2818)

14.01 Rachid Madrane (PS): En réaction à des faits d'insécurité, l'ensemble des conducteurs de la STIB a arrêté spontanément le travail ce mardi. La police fédérale, avec le service de sécurité de la STIB, doit assurer la sécurité des voyageurs. D'après mes informations, les effectifs de la police ne seraient pas suffisants.

Allez-vous assurer une plus grande présence de la police fédérale sur le réseau de la STIB? Où en est-on dans ce dossier de transfert de 100 militaires vers la police fédérale afin de renforcer la sécurité à Bruxelles? Avez-vous déjà eu ou allez-vous avoir une concertation avec le ministre de la Défense à ce sujet?

14.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en français*): Un accord est intervenu hier entre la direction de la STIB et les syndicats pour embaucher temporairement des vigiles privés, dans l'attente d'un renforcement structurel du personnel de sécurité de la STIB.

À la police fédérale, la police des chemins de fer exerce ses missions sur le chemin de fer belge, le métro et le pré-métro bruxellois. Le reste du réseau de la STIB dépend des différentes zones de police locale. L'effectif actuel est de 248 personnes. L'intervention sur le réseau du métro est divisée en trois secteurs dans lesquels patrouillent trois équipes. Une équipe de réserve, en véhicule, se tient prête au renfort.

À Bruxelles, la police des chemins de fer (SPC) met tout en œuvre pour qu'il y ait davantage de sécurité dans le métro, en collaboration avec le service de sécurité de la STIB et les zones de police. On peut compter sur un renfort quasi quotidien de deux à neuf policiers. Des équipes spécifiques renforcent la présence policière dans le métro. Les policiers de la réserve fédérale sont régulièrement mis à disposition, principalement le soir après 20 heures et pendant le week-end.

Suite aux signaux donnés par personnel de la STIB, le SPC Bruxelles a organisé 22 actions supplémentaires depuis ce mois-ci; jusque fin mars, 40 actions similaires sont planifiées. Je rappelle l'accord politique de transférer 100 militaires vers le DIRCO de Bruxelles.

La base légale a été complétée par la loi du 30 décembre 2010 et j'insiste pour que l'exécution de la mesure soit accélérée. Il faut finaliser l'arrêté royal avec mon collègue de la Défense et organiser conjointement les sessions d'informations. De mon côté, j'ai déjà donné les instructions nécessaires.

14.03 Rachid Madrane (PS): Je vais interpellier le ministre de la Défense pour m'assurer que tout cela avance.

L'incident est clos.

15 Question de M. Georges Gilkinet à la ministre de l'Intérieur sur "la grève du central 100 à Namur" (n° 2819)

15.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Devant le manque d'information sur leur futur statut, les membres du service 100 de Namur ont entamé le 7 février 2011 une grève qui, heureusement, ne concerne que les tâches administratives.

Je vous avais déjà interrogée à ce sujet en janvier 2010, vous encourageant à améliorer la communication. Mais, sur le terrain, la grève continue et les travailleurs estiment que le ministère de l'Intérieur ne fait aucun effort pour les informer.

Qu'avez-vous fait et qu'allez-vous faire encore pour rassurer les intéressés sur leur statut futur? Le conflit en justice avec la Ville de Namur relatif à la participation fédérale au financement de cette centrale 100 ne pourrait-il pas la situation? Ne faudrait-il pas envisager un règlement à l'amiable et le paiement par l'État fédéral des sommes prévues par le premier jugement? Comment allez-vous résoudre ce conflit?

15.02 Annemie Turtelboom, ministre (en français): Mes services travaillent à la préparation de la fédéralisation du personnel communal des centres de secours 100. Des projets d'arrêtés royaux exécutant cette fédéralisation font l'objet pour l'instant de discussions politiques. Quand un accord sera trouvé, la concertation syndicale pourra débuter. Les opérateurs seront évidemment informés de l'évolution du dossier. Il me paraît bien légitime que les opérateurs communaux soient rassurés au plus vite. C'est pourquoi nous nous employons à convaincre chaque partenaire que cela doit se faire de manière harmonieuse.

Le contentieux avec la Ville de Namur est toujours pendant. Le premier jugement est favorable à la Ville de Namur mais le juge doit encore se prononcer sur le montant. Nous évaluerons alors la situation.

15.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): C'est exactement la même réponse que vous avez donnée la semaine passée à mon collègue M. Bastin.

15.04 Annemie Turtelboom, ministre (en français): Mais c'est la même question! Je ne peux pas donner une réponse totalement différente quelques jours après.

15.05 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Si vous attendez d'avoir abouti avant d'informer les travailleurs que les travaux sont en cours, la grève va se poursuivre et faire tache d'huile. On peut très bien les assurer qu'on travaille à la meilleure solution. Le problème vient d'un manque de communication.

Pour ce qui concerne le conflit avec la Ville de Namur, l'État fédéral a décidé d'aller en appel. Or, si l'argent est dû à la Ville de Namur, l'État fédéral doit le lui verser, affaires courantes ou non.

L'incident est clos.

Président: Jan Van Esbroeck.

16 Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "la répression des incivilités commises par des jeunes à Ixelles" (n° 2747)

16.01 Ben Weyts (N-VA): Les habitants de l'immeuble à appartements situé au-dessus du parking Tulipe à Ixelles sont victimes, depuis des mois, de dégradations et de menaces de la part de bandes de jeunes. Les habitants fustigent l'intervention taxée de laxiste des autorités et des services de police. Le délai

d'intervention serait de plus d'une demi-heure. Les habitants ont déposé une pétition sur le bureau du bourgmestre.

La ministre peut-elle donner un aperçu des faits commis ces six derniers mois dans ce quartier ainsi que des interventions de la police? Quelles mesures concrètes les autorités et la police ont-elles prises pour mettre un terme à cette violence? Combien de patrouilles de police sont-elles actives le jour et la nuit? La ministre n'estime-t-elle pas que la tolérance zéro devrait être instaurée dans ce cas précis?

16.02 Annemie Turtelboom, ministre (*en néerlandais*): Le chef de corps de la zone de police Bruxelles-Capitale Ixelles m'a fourni un aperçu des faits commis récemment dans un périmètre relativement large autour de la rue de la Tulipe à Ixelles. Je les communiquerai par écrit à M. Weyts.

La police locale est consciente de la problématique du quartier du parking. Des actions ont déjà été entreprises et d'autres sont en gestation. Le poste de proximité y est très actif. Six patrouilles sont présentes 24 heures sur 24 sur le territoire de la commune d'Ixelles et trois d'entre elles peuvent réagir très rapidement à tout fait survenant entre 7 et 22 heures. Jusqu'à présent, la police locale n'a pas demandé d'aide supplémentaire et n'a pas posé la question de la tolérance zéro.

Lorsque nous avons instauré la tolérance zéro à Anderlecht, cette initiative a reçu l'appui manifeste de la police et des autorités locales. C'est donc par là qu'il faut commencer.

16.03 Ben Weyts (N-VA): Ce n'est pas ce qu'en pensent les habitants pour le moment, mais je suis certain que la ministre veillera à ce qu'il y ait une intervention rapide et efficace.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 15 h 59.

De vergadering wordt geopend om 14.26 uur en voorgezeten door de heer Ben Weyts.

01 Vraag van mevrouw Annick Ponthier aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de adviezen van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht" (nr. 2468)

01.01 Annick Ponthier (VB): Het niet-bindend karakter van de adviezen van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht (VCT) leidt er soms toe dat bestuurlijke overheden ze negeren. Ook antwoorden op vragen om taalkaders aan te passen om tot een evenwicht te komen, blijven vaak uit. Daarnaast blijkt uit de praktijk dat het niet-verplichte subrogatierecht dode letter is gebleven, zelfs voor de meest eenvoudige taalwetovertreedingen.

Moeten de correcte toepassing van de bestuurstaalwetgeving en het subrogatierecht eigenlijk niet afdwingbaar gemaakt worden? Welke maatregelen heeft de minister al genomen om de uitvoering van de adviezen van de VCT te stimuleren?

01.02 Minister Annemie Turtelboom (*Nederlands*): De bestuurstaalwet is van openbare orde. De correcte naleving ervan kan dus worden afgedwongen, niet enkel voor de Raad van State maar ook voor de rechtbank. Elke minister is verantwoordelijk voor de juiste toepassing van de dwingende bestuurstaalwet binnen zijn of haar departement en houdt dus de facto rekening met de adviezen van de VCT.

De VCT kan zich nu reeds op basis van artikel 61 van de bestuurstaalwet in de plaats stellen van de in gebreke blijvende overheid, wat inbreuken in de randgemeenten, de taalgrensgemeenten en Brussel-Hoofdstad betreft.

Het komt de VCT zelf toe om te bepalen of zij dit recht wil gebruiken. Tot op heden heeft zij dit nog niet gedaan, net door het verreikende karakter van dit recht. De adviezen bindend maken is niet eigen aan bestuursrecht en zou ook afbreuk doen aan de bemiddelende rol die de VCT speelt.

01.03 Annick Ponthier (VB): Volgens de minister wordt er rekening gehouden met de adviezen van de VCT, maar in een recente hoorzitting hoorden we een ander verhaal. Vooral wat de taalkaders betreft in de

federale overheden, is er nog veel werk aan de winkel. Wij geloven dat bindende adviezen die problemen zouden kunnen verhelpen. We hebben een wetsvoorstel ingediend om dit te regelen. Dat de VCT haar subrogatiewerk nog niet gebruikt heeft, heeft immers alles te maken met het feit dat ze communautair en partijpolitiek is samengesteld.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van de heer Stefaan Van Hecke aan de minister van Binnenlandse Zaken over "een bevoegdheidsprobleem inzake controles bij de MIVB" (nr. 2554)

02.01 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Bij het controleren op zwartrijden mogen de controleurs van de MIVB geen identiteitskaarten opeisen en mag de politie geen identiteitsgegevens doorgeven aan de MIVB. Maar de MIVB eist van haar werknemers dat zij de identiteitskaart wél opvragen.

Werden in het verleden al boetes uitgeschreven voor werknemers van de MIVB die identiteitskaarten zouden hebben opgevraagd en is er al opgetreden tegen politiemensen die identiteitsgegevens hebben doorgespeeld? Heeft Brussels minister Grouwels de minister gecontacteerd om dit probleem te bespreken? Zal de minister de controlebevoegdheid van MIVB-controleurs uitbreiden om dit probleem op te lossen?

02.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): De veiligheidsagenten van de MIVB mogen al identiteitscontroles bij reizigers uitvoeren, hoewel ze het tonen van de kaart niet kunnen afdwingen. Tot nu toe hebben mijn diensten nog geen boetes opgelegd aan veiligheidsagenten van de MIVB, noch is er enig optreden geweest tegen politieagenten die identiteitsgegevens doorspelen aan MIVB-controleurs. In december 2009 was er hierover een kabinetsoverleg, waarbij is overeengekomen dat het kabinet van minister Grouwels zou onderzoeken hoe de Brusselse ordonnantie kan worden aangepast opdat de politiediensten de identiteitsgegevens van overtreders zouden kunnen doorgeven aan de veiligheidsdiensten van de openbare vervoersmaatschappij.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 2601 van de heer Schoofs is omgezet in een schriftelijke vraag. Vraag nr. 2602 van de heer Devin wordt uitgesteld.

03 Vraag van de heer Rachid Madrane aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de toegang tot de persoonsgegevens van vliegtuigpassagiers voor de Europese politiediensten" (nr. 2618)

03.01 Rachid Madrane (PS): Op Europees niveau bestaan er plannen om alle passagiers die een EU-luchthaven betreden of verlaten, te verplichten hun persoonsgegevens te verstrekken aan de Europese politiediensten. Dat voorstel moet nog unaniem worden goedgekeurd door de EU-lidstaten en groen licht krijgen van het Europees Parlement.

Hoe staat België tegenover dit voorstel en hoe zal men ervoor zorgen dat de persoonlijke levenssfeer niet zal worden geschonden?

03.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Op 2 februari heeft de Europese Commissie een voorstel voor een richtlijn aangenomen betreffende het gebruik van persoonsgegevens van passagiers voor het voorkomen, opsporen, onderzoeken en vervolgen van terroristische misdrijven en zware criminaliteit. Dit voorstel is gebaseerd op een voorstel van kaderbesluit van 2007, waarvan de behandeling als gevolg van de inwerkingtreding van het Verdrag van Lissabon werd stopgezet. België had dat voorstel van kaderbesluit positief onthaald.

De Commissie zal haar nieuw voorstel toelichten tijdens de Raad van ministers van Justitie en Binnenlandse Zaken van 22 februari 2011, en het ontwerp zal in een werkgroep worden besproken. Het resultaat van de besprekingen in de Raad zal worden vergeleken met het standpunt van het Europees Parlement. Het wetgevingsproces moet nog een lange weg gaan.

Het voorstel omvat een aantal bepalingen betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer (vertrouwelijkheid, beveiliging van de gegevens, het recht op toegang tot en correctie van de gegevens, recht

op schadevergoeding, enz.). Het is uitdrukkelijk verboden gegevens te gebruiken waaruit ras, etnische afstamming, religieuze, levensbeschouwelijke of politieke overtuiging, vakbondslidmaatschap, gezondheid of seksleven van de betrokkene blijken.

De Europese Unie heeft al zulke akkoorden inzake gegevensuitwisseling gesloten met de Verenigde Staten, Canada en Australië. Het lijkt me logisch dat ook de lidstaten daar samen zouden over nadenken.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Rachid Madrane.

04 Vraag van de heer Ben Weyts aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het nationaal centrum voor de strijd tegen cybercriminaliteit" (nr. 2658)

04.01 Ben Weyts (N-VA): De minister van Justitie is van plan om een nationaal centrum voor de strijd tegen cybercriminaliteit op te richten in Kortrijk. Anderzijds beschikt de centrale dienst Terrorisme van de federale gerechtelijke politie over een Internet and Intelligence Support Unit (IISU).

Over hoeveel mensen, met welke kwalificaties, zal het nieuwe centrum kunnen beschikken? Welke middelen worden daarvoor vrijgemaakt? Over hoeveel mensen beschikt de Internet and Intelligence Support Unit? Welke rol zal het centrum spelen in de strijd tegen het misbruik van het internet voor terroristische doeleinden? Welke rol rest er dan nog voor de IISU?

04.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Het Belgian Cybercrime Centre of Excellence for Training, Research and Education is een project dat geleid wordt door de KULeuven. De federale politie, in het bijzonder de Federal Computer Crime Unit, is betrokken partij, maar zonder budgettaire engagementen. De KULeuven heeft een Europese subsidie aangevraagd en verwacht eerstdaags de beslissing.

De personeelsformatie van de cel IISU van de centrale dienst Terrorisme en Sekten van de federale gerechtelijke politie bestaat uit vijf voltijdse medewerkers, waaronder een teamchef. Drie medewerkers zijn politiemensen die door hun opleiding of ervaring al een bijzondere expertise hebben inzake informatie en internet. Verder is er een adviseur die behoort tot het CALog, met een achtergrond in sociologie, politicologie, islamologie en arabistiek. De vijfde medewerker is een informaticus die eveneens tot het CALog behoort.

Momenteel bestaat de cel uit twee voltijdse rechercheurs. Daarnaast wordt de cel gesteund door andere medewerkers van de centrale dienst.

Cyberterrorisme is het gebruik van het internet door terroristische organisaties. Het internet en de daaraan gekoppelde infrastructuur kunnen het doelwit zijn van terroristische organisaties. Daarnaast gebruiken terroristische organisaties het internet als middel voor communicatie, informatieverstrekking en rekrutering.

Het Belgian Cybercrime Centre zal zich niet bezighouden met operationele taken, maar louter met wetenschappelijk onderzoek en opleiding. Het engagement van de politie ligt in het aanleveren van kennisexpertise om het wetenschappelijk onderzoek mogelijk te maken. Daarnaast zal de politie zelf afnemer zijn van de gespecialiseerde cursussen die zullen worden uitgewerkt.

IISU is echter een operationele politiedienst. Daar wil men een duidelijk beeld krijgen van het misbruik van het internet door terroristische organisaties en zo snel mogelijk nieuwe tendensen en misdrijven vaststellen. Verder levert de cel ondersteuning bij concrete opsporings- en gerechtelijke onderzoeken.

04.03 Ben Weyts (N-VA): In theorie zouden er zich in de cel IISU dus vijf mensen mee moeten bezighouden, maar in de praktijk zijn het er maar twee. Dat is veel te weinig. Daarnaast bestaat er dan ook nog de federale Computer Crime Unit. Ik vrees toch dat we een wirwar van instellingen krijgen.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van mevrouw Annick Ponthier aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de taalproblematiek in Brusselse ziekenhuizen" (nr. 2664)

05.01 Annick Ponthier (VB): Het voorval met een buitenlandse dokter van wacht die noch Nederlands, noch Frans sprak in het Brusselse universitaire ziekenhuis Koningin Fabiola roept vragen op.

Kan de minister het persbericht bevestigen? Is het juist dat, zoals minister Onkelinx verklaarde, Europa de richtlijn dat zelfs buitenlandse artsen minstens één landstaal machtig moeten zijn, niet mag controleren? Wat doet de minister om dergelijke toestanden voortaan te vermijden? Is een ernstige taalregeling in de Brusselse ziekenhuizen niet dringend nodig? Worden er maatregelen voorbereid?

05.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Dit is een bevoegdheid van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en geen federale bevoegdheid.

05.03 Annick Ponthier (VB): Ik ondervraag minister Onkelinx later op de dag over dit voorval en over haar mening over de taalproblematiek in het algemeen. Wij hopen dat men deze problematiek eindelijk ernstig zal nemen. Er hebben zich in het verleden al drama's voorgedaan, soms zelfs met dodelijke afloop. Ik hoop dat de minister ook druk zal uitoefenen voor een regeling.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van mevrouw Katrin Jadin aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de vertaling van de juridische bepalingen in het Duits" (nr. 2684)

06.01 Katrin Jadin (MR): Volgens persberichten zou de FOD Binnenlandse Zaken in gebreke blijven wat de Duitse vertaling van wetteksten betreft.

Hoe verklaart u de vertraging die daarbij werd opgelopen? Is er sprake van een personeelsgebrek? Of spelen er organisatorische redenen? Is er een verband met de periode van lopende zaken?

06.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Krachtens de wet van 21 april 2007 tot regeling van de bekendmaking in het Duits van de wetten en de koninklijke en ministeriële besluiten afkomstig van de federale overheid zorgt de Centrale Dienst voor Duitse vertaling (CDDV) van de FOD Binnenlandse Zaken voor de vertaling van de wetten in de Duitse taal. Iedere minister zorgt in zijn bevoegdheidsfeer voor de Duitse vertaling van koninklijke en ministeriële besluiten.

De CDVV respecteert de lijst van de prioritair te vertalen wetteksten (sinds de inwerkingtreding van voormelde wet op 1 januari 2009 werden er 278 vertalingen van wetteksten en meer dan 250 bladzijden uit het Burgerlijk Wetboek, het Strafwetboek en het Gerechtelijk Wetboek naar het *Belgisch Staatsblad* verzonden) evenals de lijst van de prioritair te vertalen reglementaire besluiten die door de Duitstalige Gemeenschap wordt voorgesteld (update van 148 reeds vertaalde koninklijke en ministeriële besluiten en de publicatie in het *Belgisch Staatsblad* van de vertaling van 52 koninklijke besluiten en 19 ministeriële besluiten alsmede, begin maart, van twee koninklijke besluiten van de door de Duitstalige Gemeenschap voorgestelde lijst van twaalf KB's die uitgevaardigd werden vóór de wet van kracht werd). De dienst vertaalt tevens de nieuwe besluiten die van belang zijn voor de Duitstalige Gemeenschap.

Het incident is gesloten.

07 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Annick Ponthier aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de sluiting van voorposten van de civiele bescherming in Limburg" (nr. 2713)

- de heer Jan Van Esbroeck aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de civiele bescherming in Limburg" (nr. 2783)

07.01 Annick Ponthier (VB): De voorposten van de civiele bescherming in Houthalen en Lommel worden opgedoekt. Op termijn ondergaat ook de voorpost in Riemst dit lot. Wij betreuren die beslissing. Door overleg met de lokale overheden had er misschien een oplossing kunnen worden gevonden.

Wanneer werd er beslist dat de operationele eenheid in Hasselt er niet komt? Is hierover overlegd met de lokale overheden?

07.02 Jan Van Esbroeck (N-VA): De minister verklaarde in de plenaire vergadering dat zij het betreurt dat niet met de gouverneur of de burgemeesters is overlegd over de sluiting van deze voorposten.

Is het dan niet de taak van de minister om hierover contact op te nemen met de lokale overheden? Wat zijn eigenlijk de plannen van de regering met de civiele bescherming?

07.03 Minister Annemie Turtelboom (*Nederlands*): Ik ben een voorstander van de oprichting van een operationele eenheid in Hasselt, maar in deze moeilijke budgettaire tijden konden daarvoor geen middelen worden gevonden. Ik zal er echter om blijven vragen.

Er werden al zeven voorposten gesloten in Vlaanderen en er volgen er nog vijf: Riemst, Koekelare, Harelbeke, Menen en Leuven. Er zijn zes operationele eenheden in België: Jabbeke, Liedekerke, Brasschaat, Libramont, Crisnée en Ghlin. Liedekerke dekt Oost-Vlaanderen, Vlaams-Brabant en Brussel, Brasschaat dekt Antwerpen en Limburg.

Er is een groot verschil tussen een voorpost en een eenheid. Aan een operationele eenheid zijn beroepsagenten verbonden. Daarnaast zijn er kernvrijwilligers en reservisten. In de posten die gesloten zijn, waren er nog hooguit vier reservisten aanwezig en geen kernvrijwilligers. De toegevoegde waarde van deze voorposten was bijgevolg te klein.

Bovendien is er sowieso geen interventiemateriaal in de voorposten aanwezig. De sluiting heeft geen invloed op de operationaliteit. Als er in Limburg interventiemateriaal nodig is, komt dat nu ook al uit Brasschaat.

Ik heb met de gouverneur getelefoneerd, maar ik betreurt ook dat mijn diensten en de diensten van de gouverneur en de burgemeester hierover niet op voorhand hebben overlegd. Hoewel de gouverneur en de burgemeester hiervoor strikt genomen geen bevoegdheid hebben, moet hulpverlening altijd een samenwerking zijn.

Zodra de beslissing was genomen, heb ik met de diverse verantwoordelijken in Limburg contact opgenomen. De directeur-generaal zal op het overleg met de gouverneurs begin maart een toelichting geven over de filosofie achter de civiele bescherming. Die filosofie houdt in dat de brandweer instaat voor de hulp in de eerste lijn. Pas in tweede instantie treedt de civiele bescherming op. De civiele bescherming koopt enkel nog materiaal aan waarover de brandweer niet beschikt, zoals zwaardere pompen. Zij ruikt alleen uit bij grote rampen, als de brandweer niet over het nodige materiaal beschikt.

07.04 Annick Ponthier (VB): Wanneer werd nu beslist dat er geen operationele eenheid in Hasselt komt?

07.05 Minister Annemie Turtelboom (*Nederlands*): Er is op geen enkel ogenblik formeel beslist dat er geen eenheid in Hasselt komt.

07.06 Annick Ponthier (VB): Dan hoop ik dat de minister zal blijven ijveren voor de eenheid in Hasselt.

07.07 Jan Van Esbroeck (N-VA): De financiering van de Hasseltse eenheid zal zo te horen altijd een probleem blijven. Misschien moet er eens worden nagedacht over een andere strategie.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van de heer Theo Francken aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het materiaal en het personeel van de FOD Binnenlandse Zaken dat ter beschikking staat van de koninklijke familie" (nr. 2720)

08.01 Theo Francken (N-VA): Kan de minister een stand van zaken geven inzake de diensten, het personeel en het geld dat door de FOD Binnenlandse Zaken aan de koninklijke familie ter beschikking worden gesteld? Hoeveel keer deed de koninklijke familie in 2008, 2009 en 2010 een beroep op de FOD Binnenlandse Zaken en waarom? Wat was de kostprijs? Zullen dergelijke uitgaven in de toekomst aan het Paleis worden aangerekend?

Naast de – royale – dotatie aan de koninklijke familie wordt nog heel wat belastinggeld gespendeerd aan

andere uitgaven van het koningshuis, zoals vliegereizen. Kunnen ook die voortaan niet betaald worden via de koninklijke dotatie?

08.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): De bescherming van het Staatshoofd is een verantwoordelijkheid van de federale Staat. Het KB van 14 november 2006 bepaalt dat het veiligheidsdetachement bij het koninklijk paleis verantwoordelijk is voor de bewaking van de koninklijke domeinen en de bescherming van de koninklijke familie, die bestaat uit persoonsbeveiliging en de verkeersescorte bij officiële verplaatsingen. De koninklijke domeinen worden permanent bewaakt.

In 2008, 2009 en 2010 werd voor persoonsbeveiliging respectievelijk 270, 310 en 333 keer een beroep gedaan op de federale politie en werden er 206, 241 en 271 verkeersescortes uitgevoerd tegen een totale kostprijs van 14.490.000 euro in 2008 en 2009 en 14.560.000 euro in 2010. Deze kosten worden niet doorgerekend aan de civiele lijst of aan de dotaties. Een regering van lopende zaken kan daar niet veel aan veranderen. De heer Francken moet zich absoluut niet geremd voelen om zelf iets op dit vlak te ondernemen.

08.03 **Theo Francken** (N-VA): Hoeveel politieagenten staan er voltijds ter beschikking van de koninklijke familie? Worden de kosten voor de bewaking meegerekend in de totale kostprijs?

08.04 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): Als er een beroep wordt gedaan op de federale politie, dan wordt dat vooraf aangevraagd. Alle kosten zitten vervat in het bedrag van ongeveer 14 miljoen euro. Het aantal agenten dat voltijds ter beschikking staat, is niet groot. Ik moet die cijfers opvragen. Volgens mij is het beveiligen van de president van Frankrijk veel duurder dan de beveiliging van ons koningshuis.

08.05 **Theo Francken** (N-VA): Frankrijk is dan ook een veel groter land!

Het incident is gesloten.

09 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw **Katrin Jadin** aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de strategische veiligheids- en preventieplannen voor de gemeenten" (nr. 2729)
- de heer **Philippe Blanchart** aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de verlenging van de veiligheids- en preventiecontracten" (nr. 2782)

09.01 **Katrin Jadin** (MR): Indien de veiligheids- en preventiecontracten niet worden verlengd, zullen sommige gemeenten heel wat personeel moeten laten afvloeien, omdat de daarmee samenhangende kosten onmogelijk op de gemeentebegroting kunnen worden verhaald. Volgens meerdere gemeenten zouden de subsidies minstens tot eind 2011 moeten worden verlengd. Welke oplossingen hebt u voor ogen?

09.02 **Philippe Blanchart** (PS): De strategische plannen worden slechts tot juni van dit jaar gefinancierd op grond van een vierjaarlijkse bijdrage en van de doelstellingen 2007-2010. Een en ander leidt tot problemen, want er staan bijna 3.000 banen op de tocht. Er zouden al mensen hun opzeg hebben gekregen. Het is toch absurd dat deze initiatieven, die heel goed draaien, zomaar zouden worden stopgezet.

Bent u van plan de strategische veiligheids- en preventieplannen en de maatregel betreffende de gemeenschapswachten van juni tot december 2011 te verlengen? Zal dit punt tijdens de volgende begrotingsbesprekingen aan bod komen?

09.03 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): De strategische veiligheids- en preventieplannen en de overeenkomsten betreffende de gemeenschapswachten werden verlengd tot 30 juni 2011. Ik werk nu aan een dossier voor de ministerraad om een nieuwe verlenging tot het einde van dit jaar te verkrijgen.

09.04 **Katrin Jadin** (MR): Uw antwoord zal de sector geruststellen, aangezien de professionele toekomst van zeer veel personen van die verlenging afhangt.

09.05 **Philippe Blanchart** (PS): Uit uw antwoord blijkt dat de politieke wil voor een verlenging er is.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van de heer Éric Thiébaud aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de evaluatieverslagen bij de politie" (nr. 2757)

10.01 **Éric Thiébaud** (PS): Enkele dagen geleden heeft de Raad van State de evaluatie van een West-Vlaamse hoofdinspecteur nietig verklaard wegens het ontbreken van een ministerieel besluit dat de evaluatiecriteria vaststelt. De Raad van State is van oordeel dat de door het hoog overlegcomité van de politiediensten vastgestelde criteria niet wettelijk zijn. Die beslissing houdt in dat de 40.000 evaluaties die sinds 2007 werden uitgevoerd, onwettig zijn. Niet alle politieambtenaren kunnen echter nog de vernietiging van hun evaluatie bekomen, omdat de termijn van zestig dagen om te reageren voorbij is. Politieambtenaren die een bevordering misgelopen zijn als gevolg van een negatieve evaluatie zouden wel een schadevergoeding kunnen eisen voor een burgerlijke rechtbank.

U heeft laten verstaan dat er snel een ministerieel besluit komt. Hoe verklaart u de gebrekkige rechtszekerheid van die evaluaties? Wanneer zal het ministerieel besluit worden uitgevaardigd? Wie zou, in voorkomend geval, voor de vergoedingen van het politiepersoneel opdraaien: de Staat of de politiezones?

10.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): De Raad van State heeft een individuele evaluatie nietig verklaard, maar stelt de duizenden evaluaties van andere personeelsleden niet ter discussie. Het evaluatiesysteem blijft van toepassing. Met uitzondering van de profielen wordt de evaluatieprocedure gedetailleerd beschreven in de koninklijke en ministeriële besluiten.

De profielen hebben a priori geen normatief karakter. Daarom werd er dienaangaande geen ministerieel besluit gepubliceerd. Er zijn echter wel dienstnota's over verschenen in 2005. Teneinde tegemoet te komen aan het arrest van de Raad van State zal binnen zes weken met betrekking tot de profielen een ministerieel besluit worden uitgevaardigd.

In geval van een burgerrechtelijke veroordeling betaalt de werkgever de vergoedingen.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van de heer Jan Van Esbroeck aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de bekendheid van noodnummer 112" (nr. 2772)

11.01 **Jan Van Esbroeck** (N-VA): Twintig jaar geleden werd het eenvormige noodnummer 112 in gebruik genomen, maar drie op vier Europeanen kennen het nog steeds niet, zo zegt Foundation 112. Op 14 februari organiseerde deze stichting een Europese infodag om het nummer te promoten bij het grote publiek.

Heeft de minister cijfers over de bekendheid bij de bevolking van de nummers 112, 100 en 101? Zal ze acties ondernemen om het nummer 112 bekender te maken?

11.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): Mijn diensten hebben de oproepen naar het noodnummer 112 vergeleken met de oproepen naar de noodnummers 100 en 101. Het aandeel van de 112-oproepen is 30 procent.

Het is belangrijk dat alle mensen van de Europese Unie het gemeenschappelijke noodnummer kennen, maar voor een grootschalige promotiecampagne is het nog te vroeg. Wij willen namelijk de politionele oproepen naar het noodnummer 112 nog wat beperken, omdat wij volop werken aan technische verbeteringen. Die oproepen moeten in België worden doorgeschakeld in het hulpcentrum 100-112 naar het CIC 101. Daar zijn duidelijke richtlijnen voor, maar de doorschakeling blijft een tussenstap. Het is de bedoeling om met neutrale calltakers op het nummer 112 de dispatching onmiddellijk goed te doen.

De campagnes in 2001, 2005 en 2008 promootten het nummer bij de toeristische sector: bij reizigers in België en bij Belgen in het buitenland. Samen met de FOD Volksgezondheid hebben we op 11 februari 2011 een actie van EENA (European Emergency Number Association) in de luchthaven in Brussel ondersteund. En op 11 februari 2010 heb ik samen met minister Onkelinx het nieuwe logo 112 gelanceerd, dat nu te zien is op alle voertuigen van brandweerdiensten, ziekenwagens en bussen.

De noodnummers 100 en 101 zijn traditionele noodnummers, die al in de jaren 90 bij de bevolking bekend waren. Precieze cijfers daarover heb ik niet. Mijn diensten kregen de voorbije jaren weinig of geen vragen over het verschil tussen de nummers 100 en 101.

11.03 Jan Van Esbroeck (N-VA): Het is misschien nuttig om de provinciale 112-centra op te zetten. Dan kunnen we nog eens extra aandacht aan het noodnummer besteden.

Het incident is gesloten.

12 Vraag van de heer Kristof Calvo aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de overheidsopdracht met betrekking tot de evaluatie van het IRE-incident" (nr. 2795)

12.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Het IRE-incident van augustus 2008 werd reeds diepgaand besproken in het Parlement. De FOD Binnenlandse Zaken zou in mei 2009 een overheidsopdracht hebben gelanceerd om het voorval te evalueren.

Wat waren de concrete doelstellingen van die evaluatie en op wie of wat heeft ze betrekking? Is dit al afgerond? Hoe moeten we deze opdracht zien in relatie tot de werkzaamheden van het FANC? Wanneer zal de evaluatie beschikbaar zijn?

12.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): Naar aanleiding van het incident in het IRE in Fleurus in augustus 2008 heeft de toenmalige minister van Binnenlandse Zaken een externe audit gevraagd om de aanpak van het incident te evalueren. Niemand heeft zich echter ingeschreven op de daartoe gelanceerde overheidsopdracht. Er loopt ook een gerechtelijk onderzoek bij het parket van de procureur des Konings van Charleroi. Bij gebrek aan offertes voor de audit en omdat het gerechtelijk onderzoek loopt, werden initiatieven genomen om het incident toch te evalueren. Op vraag van de toenmalige voogdijminister heeft het FANC een onderzoek gevoerd naar het eigen optreden tijdens en na het lozingsincident. Dat rapport werd bezorgd aan de minister van Binnenlandse Zaken en aan de subcommissie Nucleaire Veiligheid. Het FANC heeft ook een interne audit uitgevoerd.

Er is een algemene bespreking van het incident geweest met alle partijen. Op basis daarvan hebben de betrokken overheden en partners een actieplan opgesteld om de informatie aan en de veiligheid van de bevolking te verbeteren in het geval van een radiologisch risico. Bijzondere aandacht werd besteed aan een verbeterd intern noodplan van het IRE, de actualisering van het bijzonder nucleair nood- en interventieplan van de gouverneur van Henegouwen, een betere doorstroming van informatie, een gecoördineerd crisiscommunicatieplan voor alle partners en het informeren van de buurtbewoners.

Dit actieplan wordt opgevolgd door een stuurgroep van beleidsverantwoordelijken en personen die zijn betrokken bij het nucleair noodplan. Op 28 juni 2010 werd een oefening georganiseerd om de geboekte vooruitgang te testen. Dat heeft een algemeen verslag opgeleverd, dat is besproken op een debriefing. Tot besluit werd een syntheseverslag opgesteld waarvan de punten die kunnen worden verbeterd, werden opgenomen in het actieplan.

Het incident is gesloten.

13 Vraag van de heer Kristof Calvo aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de overeenkomst tussen het FANC en het SCK over MYRRHA" (nr. 2796)

13.01 Kristof Calvo (Ecolo-Groen!): Op 11 februari 2011 zouden het Studiecentrum voor Kernenergie (SCK) en het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle (FANC) een overeenkomst hebben gesloten over het MYRRHA-project.

Wat is de inhoud van deze overeenkomst? Kan het Parlement ze inkijken? Op de website van het FANC lees ik over een aantal 'noodzakelijke voorbereidingen'. Waarover gaat dat precies? Welke afspraken zijn er gemaakt over de aanwerving van vier extra personeelsleden? Welk financieringsmechanisme heeft het uiteindelijk gehaald? Beschikt het FANC over voldoende expertise? Hoe wordt deze expertise opgebouwd en wat is de rol van het SCK hierin? Op welke buitenlandse experts zal een beroep worden gedaan? Moet de FANC-wet worden aangepast?

13.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): Op 11 februari 2011 hebben het FANC en het SCK inderdaad een overeenkomst gesloten opdat het FANC de voorbereidingen kan starten om een vergunningsaanvraag voor de oprichting van de MYRRHA-reactor te behandelen.

Op 26 januari heb ik hier al geantwoord op vragen over de aard van de voorbereidende initiatieven. Het FANC zal de justificatie, de haalbaarheid en de vergunbaarheid van de installatie analyseren en het SCK van advies voorzien.

Het is de eerste keer dat het FANC wordt geconfronteerd met een vergunningsproces voor de bouw van een nieuwe reactor op basis van het vergunningsconcept van de wet van 1994. Dat vergt de nodige voorbereiding. Het FANC zal een specifieke projectstructuur oprichten, extra deskundigen aannemen, contacten leggen met buitenlandse organisaties die beschikken over de juiste kennis en ervaring. Een nauwe opvolging zal worden verzekerd door de wetenschappelijke raad van het FANC.

De knowhow wordt gezocht in landen die beschikken over reactoren van het snelle type, gekoeld met lood en bismut. Sommige Russische onderzoekscentra bezitten die kennis.

De kosten verbonden aan de prelicentiefase vallen ten laste van het SCK. Een aanpassing van de financieringsmodaliteiten zal aan het Parlement worden voorgelegd.

13.03 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen!): Is na de afsluiting van het akkoord de raad van bestuur van het FANC samengekomen, zodat de regeringscommissaris zijn fiat kon geven?

13.04 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): Dat moet ik nakijken.

13.05 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen!): Kan het Parlement de overeenkomst krijgen?

13.06 Minister **Annemie Turtelboom** (*Nederlands*): Ja, maar er moet eerst nog overleg over plaatsvinden met een andere minister.

13.07 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen!): Ik vrees voor de onafhankelijkheid van het vergunningsonderzoek. Medewerkers van het FANC moeten blijkbaar een plaatsje krijgen in een projectgroep van het SCK en datzelfde SCK krijgt inspraak in de aanduiding van de buitenlandse deskundigen. Dat het SCK geen voorstander is van een bijkomende risicoanalyse, is ook al behoorlijk verontrustend. Vergeef mij dus dat ik in herhaling val met mijn vraag, maar dit dossier verdient bijzonder veel aandacht.

Het incident is gesloten.

14 **Vraag van de heer Rachid Madrane aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de onveiligheid bij de MIVB" (nr. 2818)**

14.01 **Rachid Madrane** (PS): Als reactie op de onveilige situatie hebben alle chauffeurs van de MIVB dinsdag het werk neergelegd. De federale politie moet samen met de MIVB-veiligheidsdienst de veiligheid van de reizigers verzekeren. Volgens de informatie waarover ik beschik, zou de politie daartoe niet over voldoende personeel beschikken.

Zult u ervoor zorgen dat er meer federaal politiepersoneel aanwezig is op het MIVB-net? Hoe staat het met de overdracht van 100 militairen naar de federale politie om de veiligheid in Brussel te verbeteren? Vond er daarover al overleg plaats met de minister van Landsverdediging of is dit nog gepland?

14.02 Minister **Annemie Turtelboom** (*Frans*): Gisteren kwam het tot een akkoord tussen de directie van de MIVB en de vakbonden met betrekking tot de tijdelijke indienstneming van privébewakers, in afwachting van een structurele versterking van het veiligheidspersoneel van de MIVB.

Bij de federale politie oefent de spoorwegpolitie haar opdrachten uit bij de spoorwegen, de metro en de Brusselse premetro. Voor de rest van het MIVB-net zijn de verschillende lokale politiezones bevoegd. Momenteel werken er 248 personen. Het metronet is opgedeeld in drie sectoren, waarin drie teams patrouilleren. Een reserveteam is ter beschikking in een voertuig tot het ter versterking wordt geroepen.

In Brussel stelt de spoorweggpolitie (SPC) alles in het werk om de veiligheid in de metro te verhogen, in samenwerking met de veiligheidsdienst van de MIVB en de politiezones. We kunnen rekenen op een bijna dagelijkse versterking met twee tot negen politieagenten. Specifieke teams versterken de politieaanwezigheid in de metro. De politieagenten van de federale reserve worden regelmatig ter beschikking gesteld, hoofdzakelijk 's avonds na acht uur en in het weekend.

Naar aanleiding van de signalen van het MIVB-personeel heeft de SPC Brussel vanaf deze maand 22 bijkomende acties op touw gezet; tot eind maart zullen er 40 soortgelijke acties georganiseerd worden. Ik wijs op het politieke akkoord om 100 militairen over te hevelen naar de DirCo van Brussel.

De wettelijke basis werd aangevuld met de wet van 30 december 2010 en ik dring aan op de versnelde uitvoering van de maatregel. Het koninklijk besluit moet in samenwerking met mijn ambtgenoot van Landsverdediging afgewerkt worden en daarnaast moeten de informatiesessies gezamenlijk worden georganiseerd. Ik heb de nodige instructies al gegeven.

14.03 Rachid Madrane (PS): Ik zal de minister van Landsverdediging ondervragen om na te gaan of de nodige vooruitgang wordt geboekt.

Het incident is gesloten.

15 Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de minister van Binnenlandse Zaken over "de staking bij de 100-centrale te Namen" (nr. 2819)

15.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Op 7 februari 2011 ging het personeel van de 100-centrale te Namen in staking omdat ze in het ongewisse verkeren over hun toekomstige statuut. Gelukkig werd alleen het administratieve werk neergelegd.

Ik had u hier al in januari 2010 over ondervraagd en u verzocht de communicatie te verbeteren. Ter plaatse duurt de staking echter voort en vinden de werknemers dat het ministerie van Binnenlandse Zaken niets doet om ze te informeren.

Wat heeft u ondernomen en wat zal u nog doen om de betrokkenen gerust te stellen over hun toekomstige statuut? Verzielt het rechtsgeding met de stad Namen betreffende de federale bijdrage aan de financiering van die 100-centrale de situatie niet? Zou er niet overwogen moeten worden om een minnelijke schikking te treffen en de sommen die bij de eerste uitspraak aan de federale Staat opgelegd werden, te betalen? Hoe denkt u dit conflict op te lossen?

15.02 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Mijn medewerkers bereiden de federalisering van de gemeentelijke personeelsleden van de hulpcentra 100 voor. De ontwerpen van koninklijk besluit tot uitvoering van die federalisering worden momenteel op politiek niveau besproken. Zodra er een akkoord is, kan het vakbondsoverleg beginnen. De operatoren zullen uiteraard op de hoogte worden gehouden van de ontwikkelingen in dit dossier. Het lijkt me niet meer dan normaal dat de gemeentelijke operatoren zo vlug mogelijk gerustgesteld worden. Daarom trachten we alle partners ervan te overtuigen dat een en ander in goede verstandhouding moet verlopen.

Het geschil met de stad Namen is nog steeds hangende. het eerste vonnis viel gunstig uit voor de stad Namen, maar de rechter moet zich nog uitspreken over het bedrag. Daarna zullen we de situatie evalueren.

15.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Vorige week heeft u collega Bastin precies hetzelfde antwoord gegeven.

15.04 Minister Annemie Turtelboom (Frans): Maar u heeft net dezelfde vraag gesteld! Enkele dagen later kan ik toch moeilijk een totaal ander antwoord geven.

15.05 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!): Als u wacht tot alles klaar is vooraleer u de werknemers meedeelt dat een en ander wordt voorbereid, zal de staking worden voortgezet en nog meer uitbreiding nemen. Men zou die werknemers toch kunnen geruststellen met de boodschap dat men naar de beste oplossing streeft. Het probleem is te wijten aan een gebrek aan communicatie.

Wat het geschil met de stad Namen betreft, heeft de overheid beslist hoger beroep in te stellen. Indien dit geld echter aan de stad Namen verschuldigd is, moet de federale regering het storten, periode van lopende zaken of niet.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Jan Van Esbroeck.

16 Vraag van de heer Ben Weyts aan de minister van Binnenlandse Zaken over "het optreden tegen overlast door jongeren in Elsene" (nr. 2747)

16.01 Ben Weyts (N-VA): De bewoners van het appartementsgebouw boven parking Tulipe in Elsene zijn al maanden het slachtoffer van vernielingen en bedreigingen door jongerenbendes. De bewoners laken het lakse optreden van de overheid en van de politiediensten. De interventietijd zou meer zijn dan een half uur. De bewoners hebben een petitie bezorgd aan de burgemeester.

Kan de minister een overzicht geven van de feiten van de laatste zes maanden in die buurt en van de interventies van de politie? Welke maatregelen hebben de overheden en de politie concreet genomen om de overlast een halt toe te roepen? Hoeveel politieploegen zijn er overdag en 's nachts actief? Meent de minister dat de nultolerantie hier moet worden toegepast?

16.02 Minister Annemie Turtelboom (Nederlands): De korpschef van de politiezone Brussel Hoofdstad-Elsene bezorgde mij een overzicht van recentelijk gepleegde feiten in de wijde omgeving van de Tulpstraat in Elsene. Ik bezorg het schriftelijk aan de heer Weyts.

De lokale politie is zich bewust van de problematiek in en rond de parking. Er werden al acties uitgevoerd en er komen er nog. Het wijkteam is er heel actief. Er zijn zes ploegen 24 uur op 24 actief op het grondgebied van de gemeente Elsene, waarvan er drie zeer snel kunnen reageren op feiten die zich tussen 07.00 en 22.00 uur voordoen. Tot nog toe heeft de lokale politie geen extra steun gevraagd en heeft ze ook de vraag naar nultolerantie niet gesteld.

Op het moment dat we de nultolerantie hebben ingevoerd in Anderlecht, kreeg dat de duidelijke steun van de lokale politie en de lokale autoriteiten. Daar moet het dus beginnen.

16.03 Ben Weyts (N-VA): De bewoners denken er voorlopig anders over, maar ik ben er zeker van dat de minister er zal voor zorgen dat er snel en efficiënt wordt ingegrepen.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.59 uur.